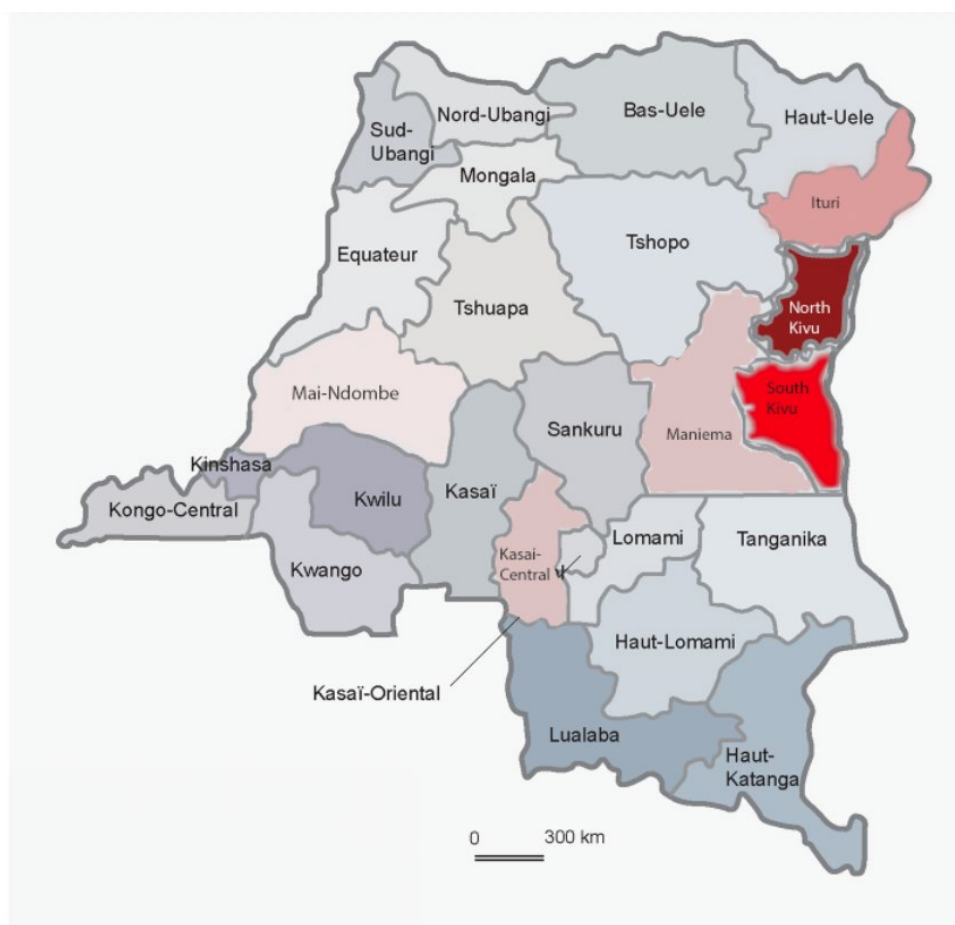


## Recommandations de Start Fund pour les projets d'anticipation et de réponse au déplacement en RDC

La RDC a vécu des décennies de conflit qui ont débouché sur une crise humanitaire longue et complexe qui a entraîné des millions de morts et le déplacement de plus de 6 millions de personnes à l'intérieur du pays. Outre les personnes déplacées internes (PDI), la RDC héberge également un demi-million de réfugiés en provenance des pays voisins (HCR, 2023).

Depuis 2022, les affrontements violents et les meurtres de civils se sont intensifiés dans les provinces minières du Nord-Kivu et de l'Ituri, alors que des groupes armés non étatiques luttent contre le gouvernement et d'autres factions rebelles, forçant des millions de personnes à quitter leurs domiciles et leurs logements temporaires pour rejoindre des camps de réfugiés et des communautés d'accueil (Al Jazeera, 2022).

Les recommandations suivantes sont tirées de 26 alertes du Start Fund et de leurs projets correspondants lancées entre 2014 et 2022. Les recommandations proviennent des organisations suivantes : Action contre la faim, Action Aid, AFEDEM, CAFOD, Care, Christian Aid, Humanity, HelpAge, MIDEFEHOPS, Oxfam, Save the Children, Solidarités International, Tearfund, Trócaire, War Child et Welthungerhilfe. Elles ont eu lieu dans les provinces du Nord-Kivu (10), du Sud-Kivu (6), de l'Ituri (4), du Maniema (2), du Kasai (2) et du Mai-Ndombe (1).



Dessin : Céline Lahaye, ADES-DyMSET, 2006

Figure 1. Carte thermique de la RDC, le rouge foncé indiquant le plus grand nombre d'alertes et le rose clair le plus petit.

## 1. Un réseau de prestataires de confiance doit être mis en place.

Une préoccupation thématique récurrente dans les différents projets concerne l'impératif de s'appuyer sur des prestataires de services crédibles lors de la fourniture de services aux PDI et aux communautés d'accueil. De nombreux projets ont évoqué les difficultés rencontrées pour identifier les prestataires capables de fournir des services ponctuellement et en toute sécurité. Les difficultés sont surtout apparues dans le domaine des services financiers, en particulier les transferts électroniques d'espèces où les prestataires sélectionnés n'ont pas réussi à exécuter les services spécifiés dans le contrat. En conséquence, cette défaillance a contraint plusieurs projets à gérer des quantités importantes de monnaie physique, ce qui a considérablement accru les risques de vol et de violence dirigés vers l'équipe du projet et des destinataires.

En outre, les complications avec les prestataires de transport se sont traduites par la détérioration, la perte ou des retards périlleux pour les denrées alimentaires et les articles non-alimentaires (ANA). Au fil du temps, il semble y avoir une réduction perceptible de l'incidence de ces problèmes, aucun n'étant mentionné dans les projets postérieurs à 2018, ce qui indique la mise en place d'un réseau comprenant des prestataires dignes de confiance dans la zone géographique. Les recommandations avancées par les organisations opérant dans la région soulignent la nécessité pour les nouveaux projets d'engager des prestataires qui ont été examinés et validés par d'autres organisations et qui possèdent une compréhension nuancée de la nature de la crise et de la réponse à y apporter.

*« Après avoir été laissé tomber par deux sociétés de télécommunications, une décision a été prise de changer la méthode d'intervention à la fourniture d'espèces physiques remis directement aux destinataires choisis... la veille au soir de la distribution programmée d'argent, et malgré les procédures de sécurité mises en place, une action criminelle (vol à main armée) a été menée contre Caritas Uvira, la paroisse locale et les membres du personnel de CAFOD, et les espèces censées être distribuées aux bénéficiaires ont été volées ainsi que des ordinateurs portables, des appareils photo, des effets personnels et des objets provenant de l'église paroissiale. »*

*(CAFOD, 2015)*

## 2. Ne pas oublier les communautés d'accueil.

La durée prolongée de la crise en RDC nécessite la reconnaissance de la vulnérabilité des communautés d'accueil, justifiant ainsi leur inclusion dans les critères des destinataires. Étant donné que des régions spécifiques sont les plus touchées par le conflit prolongé, les communautés qui s'y trouvent subissent les conséquences prolongées de la guerre et des déplacements. Cette longue période de dureté a mené à la débilitation des infrastructures, la diminution des ressources et la détérioration des moyens de subsistance. Certains projets ont notamment mis en évidence les vulnérabilités préexistantes des hôtes, notamment une forte insécurité alimentaire et une pénurie d'eau potable, qui ont été exacerbées par l'arrivée des PDI, l'intensification des problèmes de santé et l'escalade des conflits entre les communautés d'accueil et les PDI.

Les recommandations du projet soulignent qu'il est impératif d'assurer une prise en compte équitable des communautés d'accueil. Cela implique l'inclusion des membres de la communauté dans les évaluations des destinataires, l'intégration des familles d'accueil dans la distribution des rations, de l'argent ou des ANA. Une approche favorable consiste à tirer parti des marchés locaux lorsque cela est possible, à contribuer à la stimulation de l'économie locale et à fournir des avantages tangibles aux communautés d'accueil, ce qui permettra d'atténuer les tensions.

Les initiatives d'intégration et les sessions de rétablissement de la paix apparaissent comme des éléments cruciaux, favorisant la compréhension mutuelle des perspectives et des défis entre les communautés d'accueil et les PDI. L'analyse montre que les projets qui mettent en œuvre des activités à plus long terme, telles que la construction d'installations d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) et l'amélioration des infrastructures hydrauliques, bénéficient d'un soutien accru de la part des communautés d'accueil, ce qui contribue à renforcer l'impact de l'ensemble des projets.

*"La population d'accueil, comme les PDI, avait les mêmes problèmes de manque d'eau potable et d'assainissement de base, mais grâce au projet, ces problèmes ont été résolus. Elles étaient toutes deux exposées à des maladies transmises par l'eau, mais grâce au projet, elles sont réduites." (TEARFUND, 2018)*

### 3. Le choix est essentiel !

Le refus de choisir apparaît comme l'une des premières difficultés pendant et immédiatement à la suite d'une crise, obligeant les individus à prendre des décisions basées sur la survie plutôt que sur des préférences personnelles. Les projets humanitaires, conscients de cette situation malencontreuse, devraient intégrer le choix dans leur programmation, rétablissant ainsi un semblant de normalité et de dignité dans les vies des PDI. Notamment, plusieurs projets en RDC ont tenté de faciliter le choix en organisant des foires alimentaires et d'ANA. Ces événements renforcent la capacité d'action des PDI et des communautés d'accueil de sélectionner de manière indépendante les articles dont ils ont besoin, s'écartant ainsi des allocations prédéterminées. Au-delà d'atténuer les problèmes de duplication, cette approche contribue à imprégner les PDI d'un sens de normalité.

Un projet mis en œuvre en 2015 constitue un exemple illustrant les conséquences de la négligence du choix. Dans ce cas, les PDI se sont vu attribuer une ration de farine de maïs sans consultation des destinataires, ce qui a entraîné sa méconnaissance et son impopularité. Par la suite, la farine de maïs a été échangée contre des aliments moins nutritifs mais plus familiers. L'importance du choix est encore plus évidente dans les processus de sélection des destinataires. Les recommandations des organisations opérant en RDC préconisent de favoriser la collaboration entre les PDI et les communautés d'accueil afin d'identifier les personnes jugées vulnérables et ayant le plus besoin d'aide. Cette approche collaborative permet d'atténuer l'animosité envers les personnes sélectionnées et de s'assurer que les segments moins visibles de la population ne sont pas marginalisés.

## 4. La sécurité doit être une priorité.

2023 a vu une résurgence de l'intensité du conflit et de la terreur dans l'Est de la RDC, dans la région du Grand Katanga, dans les provinces de Mai-Ndombe et de la Tshopo, avec le groupe rebelle notoire M23 perpétrant activement des atrocités contre les civils, y compris des meurtres, des viols et d'autres violations des droits de l'homme (Nouvelles de l'ONU, déc. 2023). Ceux qui sont contraints de chercher refuge dans des camps de déplacés ou dans des communautés d'accueil plus sûres portent le fardeau des traumatismes et de la peur constante de nouvelles attaques. En réponse à cette situation désastreuse, il est impératif pour les organisations menant des projets en RDC d'allouer des ressources à la sécurité, en protégeant à la fois les travailleurs du projet et les destinataires. Négliger cet impératif, c'est non seulement compromettre la sécurité, mais aussi priver les personnes traumatisées de la possibilité d'éprouver un sentiment de sécurité.

**Les enseignements tirés des projets précédents en matière de sécurité comprennent les recommandations suivantes :**

1. **Espaces de distribution sûrs :** Lors de la distribution d'argent ou d'articles de première nécessité, il est essentiel de mener ces activités dans des hôtes sûrs, de préférence à proximité du camp ou de la communauté d'accueil, et de programmer les distributions pendant les heures de clarté.
2. **Moyens de distribution :** Dans la mesure du possible, la distribution de l'argent doit se faire par voie électronique plutôt qu'en espèces. Par ailleurs, les bons ou la distribution d'argent en plusieurs fois sont considérés comme des options viables. Il est également conseillé de tirer parti des mesures de sécurité existantes dans les banques et les installations gouvernementales, le cas échéant.
3. **Analyse contextuelle de la sécurité :** Il est essentiel de procéder à une analyse complète du contexte pour comprendre la situation en matière de sécurité sur le site du projet. Cela permet aux organisations de concevoir des projets en mettant l'accent sur les considérations de sécurité et d'engager des fournisseurs de sécurité de confiance.
4. **Confidentialité des informations relatives aux destinataires :** Pour atténuer les risques, il est conseillé aux organisations de ne pas diffuser publiquement les listes de destinataires, car cela expose les personnes et les familles nommément désignées à un ciblage potentiel.

## 5. Les activités de sensibilisation et de soutien psychologique sont essentielles.

Plusieurs projets ont souligné qu'il était impératif d'organiser des séances de sensibilisation et de conscientisation afin de fournir des informations utiles aux PDI. La diffusion d'informations sur la budgétisation, les maladies transmissibles et la nutrition s'est avérée déterminante pour renforcer l'impact de l'aide en espèces et en ANA. Cela s'est révélée particulièrement important lors de la pandémie de COVID-19, où des sessions sur la manière d'utiliser les installations WASH ont contribué à freiner la propagation du virus. Certains projets, en plus des sessions en personne, ont utilisé des méthodes de partage d'informations visuelles et des plates-formes de radio communautaire.

Outre les séances de sensibilisation, le soutien psychologique apparaît comme un élément essentiel pour faciliter le processus de rétablissement des PDI et des communautés d'accueil aux prises avec des traumatismes intenses. L'omission de cet aspect critique peut engendrer des défis supplémentaires pour les équipes de projet, comme l'illustre un projet de 2017 qui visait à rapatrier les personnes chez elles ; cependant, la peur et les traumatismes

*"Le projet a démontré le rôle positif que peuvent avoir les Espaces Amis des Enfants pour contribuer à une meilleure prise en compte de la santé psychologique et émotionnelle des enfants "*

*(AFEDM, 2021).*

psychologiques ont dissuadé les gens de rester chez eux la nuit, les incitant à choisir des espaces publics ou des zones forestières à la place. Conscients de ce besoin, certains projets ont intégré des séances de sensibilisation et créé des espaces sûrs où les personnes pouvaient demander de l'aide. Plusieurs projets ont accordé une priorité particulière aux enfants, en intégrant le soutien psychologique et le jeu dans leurs initiatives.

## 6. La coopération et la collaboration sont essentielles.

Plusieurs projets soulignent l'importance de favoriser la collaboration avec les autorités, les organisations et les populations locales afin d'optimiser l'impact des initiatives tout en veillant à ce qu'elles soient fondées sur l'apprentissage par l'expérience. Les organisations soulignent l'importance de conduire des évaluations approfondies avant la mise en œuvre afin de s'assurer que les projets ne font pas double emploi avec des activités ou des ressources, tout en aidant à déterminer les partenaires locaux possibles dans la région. De plus, l'engagement de fournisseurs préétablis est reconnu comme une mesure stratégique pour atténuer les cas de corruption ou d'échec du projet, comme indiqué au point 1. Cette approche collaborative et éclairée garantit que les projets sont non seulement bien informés, mais aussi stratégiquement alignés sur le contexte et les besoins des communautés qu'ils visent à servir.